

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

COP27, États-Unis, Ethnologie militaire

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 19\)](#)



[À VENIR \(p. 20\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

Au mois de novembre, l'IRSEM a connu un important remaniement de l'équipe de direction.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'IRSEM depuis le 15 juin 2016, a été nommé ambassadeur de France au Vanuatu et aux îles Salomon. Il a quitté son poste le 14 novembre 2022. [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe depuis septembre 2021, assure l'intérim.



[Julia Grignon](#) succède à Jean-Vincent Holeindre comme directrice scientifique de l'institut. Professeure de la faculté de droit de l'Université Laval (Canada), Julia Grignon est docteure de l'Université de Genève (Suisse). Spécialisée en droit des conflits armés, elle a dirigé un projet de recherche relatif à l'application extraterritoriale

du droit international des droits humains en contexte

d'opérations militaires extérieures. Elle est l'auteure de nombreuses publications dans des revues à comité de lecture ou dans des ouvrages collectifs. À l'Université Laval, elle a cofondé puis codirigé le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient et codirigé la Clinique de droit international pénal et humanitaire. En plus d'appartenir à plusieurs sociétés savantes, elle a été membre du conseil scientifique de l'IRSEM de 2016 à 2021 et est membre du Comité pour le Concours Jean-Pictet depuis 2008.



[Wendy Ramadan-Alban](#) intègre l'IRSEM au poste de déléguée au développement international et aux relations institutionnelles. Elle a effectué son doctorat en science politique à l'Université de Namur (Belgique) et à l'EHESS dans le cadre d'une cotutelle de thèse. Elle a étudié le persan à l'INALCO ainsi qu'à l'Institut Dehkhodâ basé à Téhéran (Iran), où elle a obtenu, en 2012, un certificat de niveau avancé dans le cadre d'un séjour étudiant annuel. Sa thèse portait sur la grande stratégie de la République islamique d'Iran à travers l'étude des négociations sur le programme nucléaire iranien (2003-2015).

DÉPARTS

L'IRSEM souhaite une bonne continuation à Camille Brugier, chercheuse Chine, et à Thomas Calvo, chercheur Économie de défense ainsi qu'à la professeure Anne-Marie Brady, chercheuse invitée (Université de Canterbury, Nouvelle-Zélande) depuis la rentrée.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Strategic Brief No. 47 – Translation.

« [Saudi Arabia's and the UAE's OPEC+ oil policy emphasizes diverging interests with Western powers](#) », by Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

The decision by the major Gulf oil-producing states to cut production in the context of OPEC+ has roused the ire of their strategic partners in the West. The United States in particular views the move as an alignment with Russia's policy in Ukraine, while Riyadh and Abu Dhabi claim to be defending their economic interests and choosing a diplomatic balance between West and East.



Strategic Brief No. 48 – Translation.

« [How Does the Party Present its \(Rather Bad\) Economic Results and What it Intends to Do About it](#) », by Camille BRUGIER and Omowumi ALAO, 2 p.

Although China is experiencing a major economic slowdown, the Communist Party's main newspaper, the *People's Daily* (人民日报), has little to say about it. It endorses Zhongnanhai's zero-Covid policy and focuses on investment in infrastructure as a key growth driver, putting an end to speculation on the prospect of a major economic reform in the country.



Brève stratégique n° 49 – 14 novembre.

« [Intimidation des élites et contrôle de la population en Russie](#) », par Victor VIOLIER, 2 p.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le pouvoir russe se resserre autour des « structures de force » privilégiant une vision répressive des rapports avec la

société. La frange la plus libérale de l'élite cooptée par le pouvoir se retrouve marginalisée à la faveur d'une stratégie d'intimidation, tandis que la population endure un état de guerre qui ne dit pas son nom.



Strategic Brief No. 49 – Translation.

« [Intimidation of the elites and population control in Russia](#) », by Victor VIOLIER, 2 p.

In the context of the war in Ukraine, the Russian power elite is tightening around the “force structures” that favor a repressive vision of relations with society. The most liberal fringe of the elite co-opted by the authorities has been marginalized through a strategy of intimidation, while the population endures a state of war by any other name.



Brève stratégique n° 50 – 18 novembre.

« [South Korea and the Indopacific: A strategic coming of age?](#) », by Marjorie VANBAELINGHEM, 2 p.

While at first sight, South Korea's Indopacific strategy may signal more alignment on the US, it is designed to make the country a pivotal power. Political will allowing, the “elasticity” of the Indopacific concept will enable South Korea to upgrade its survival diplomacy to a more assertive, comprehensive strategic approach, beyond the tête-à-tête with China or with the US over North Korea.



Note de recherche n° 132 – 23 novembre.

« [Mali kura, Mali fanga – La trajectoire politique du Mali sous domination militaire](#) », par Maxime RICARD, 23 p.

Comment s'est construite la domination militaire au Mali à la suite des coups d'État de 2020 et 2021 ? Quelles reconfigurations des relations civilo-militaires a-t-elle entraînées ? Quels sont les effets de ces changements politiques sur les économies de la violence au Sahel ? Au-delà de la contingence du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta, les désillusions nées des promesses non tenues de l'ouverture démocratique post-1991 sont à l'œuvre. Des ordres de violence entretenus par les logiques (contre-)insurrectionnelles se sont aggravés, dix ans après le coup de 2012. Cet

état de fait permet de comprendre le soutien populaire aux coups d'État de 2020 et 2021, reposant sur l'espérance du *Mali Kura*, le nouveau Mali. La rhétorique du pouvoir guerrier du *Mali Fanga* mis en place par la transition militaire, bénéficiant d'une présomption d'efficacité, traduit ce choix de réponse aux crises maliennes. Les résultats actuels se résument à une fuite en avant autoritaire, une exacerbation des économies et ordres de violence, et un tournant stratégique pariant sur l'impopularité de l'intervention française. La « guerre contre le terrorisme » menée depuis dix ans au Sahel a des effets durables, participant au développement des ordres de violence. Dans une logique de surenchère, la transition malienne reçoit le soutien russe via la société militaire privée Wagner, accompagnant cette volonté martiale. Cette trajectoire interroge sur l'ordre socio-politique malien, la volonté d'une résolution des conflits et la configuration du pouvoir au Mali à long terme.



Étude n° 100 – 28 novembre.

« [La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique](#) », par Sümbül KAYA, 68 p.

En proie à des crises permanentes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, et avec sa situation sécuritaire et politique extrêmement fragile, la Libye devient un champ de luttes de pouvoir et d'influence de différents acteurs non seulement nationaux, mais aussi étrangers. La Turquie n'est pas en reste, et adopte pour cela une stratégie d'investissements diversifiés, essentiellement dans les secteurs militaire, économique, politique, social et éducatif qui vise à faire d'Ankara, une fois le conflit réglé, un acteur dominant. Parallèlement à ses investissements, la Turquie possède une vision précise d'un projet de *state-building* au service d'une économie prospère qu'il convient de détailler. Quelles sont sur le terrain les modalités d'action de la Turquie dans sa quête d'hégémonie en Libye ? Comment se positionne-t-elle dans la recomposition des forces en Libye ?



Brève stratégique n° 51 – 29 novembre.

« [La revue de posture nucléaire américaine 2022](#) », par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 2 p.

La revue de posture nucléaire (NPR), rendue publique par l'administration Biden, réaffirme le rôle fondamental

des armes nucléaires, tout en marquant une volonté de le réduire. L'accent est mis sur une plus grande intégration de l'ensemble des moyens, nucléaires et non nucléaires. La modernisation de l'arsenal est présentée comme une nécessité et même une urgence.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 176 – 1^{er} novembre.

« [La nation ukrainienne face à la guerre](#) », avec Alexandra GOUJON et Alexandre JUBELIN, 1 h 18.

Alexandra Goujon, maîtresse de conférences à l'Université de Bourgogne, est l'autrice de *L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre* (Le Cavalier bleu, 2021).

- 3:00 Le mythe d'une origine commune avec la Russie.
- 13:00 Les grandes famines.
- 19:30 L'Ukraine et la Seconde Guerre mondiale.
- 28:30 Une nation divisée ?
- 44:00 L'impact politique de la guerre depuis 2014.
- 57:00 L'invasion russe et ses effets sur la politique ukrainienne.
- 1:02:30 Le rôle de la Biélorussie.
- 1:10:00 Les perspectives de réintégration des territoires occupés.



Épisode 177 – 8 novembre.

« [Faire la guerre par l'économie](#) », avec Agathe DEMARAIS et Alexandre JUBELIN, 1 h 14.

Agathe Demarais, directrice des prévisions mondiales de l'Economist Intelligence Unit, est l'autrice de *Backfire* (Columbia University Press).

- 2:00 La longue histoire des sanctions économiques.
- 11:30 L'ère des sanctions financières : Corée du Nord, Iran, Russie.
- 29:00 Les mécanismes de sanctions.
- 38:15 Limites et effets paradoxaux des sanctions.
- 52:30 Critères d'efficacité des sanctions.
- 1:00:30 Les sanctions et la Russie.



Dans le viseur #46 – 11 novembre.

« [Interception de pick-up en hélicoptère](#) », avec le commandant ARTHUR, 28 mn.

Le commandant Arthur de l'École de guerre-Terre, chef de bord sur un Cougar de l'ALAT, raconte le perfectionnement et le test d'une technique d'interception, avec des commandos montagne dans le désert.



Épisode 178 – 15 novembre.

« [Mali : coups et surcoups d'État sur un air de Wagner](#) », avec Wassim NASR, Maxime AUDINET et Alexandre JUBELIN, 1 h 26.

Wassim Nasr, journaliste à France 24, est l'auteur de *L'État islamique, le fait accompli* (Plon, 2016) ; Maxime Audinet, chercheur Lutte informationnelle et stratégies d'influence à l'IRSEM, est l'auteur de *Russia Today (RT), un média d'influence* (INA, 2022).

- 6:00 Le Mali et la lutte contre les groupes armés terroristes depuis 2020.
- 15:00 L'intérêt croissant de la Russie et de Wagner pour le Mali.
- 30:00 L'efficacité opérationnelle.
- 38:00 La mise en place d'une offensive informationnelle russe et l'affaire de Gossi.
- 1:01:00 Les convergences régionales.
- 1:08:00 L'influence du conflit ukrainien.
- 1:15:00 Les perspectives de long terme.



Épisode 179 – 18 novembre.

« [Tensions électriques en Ukraine : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #9](#) », avec Angélique PALLE et Alexandre JUBELIN, 31 mn.

[Angélique Palle](#) est chercheuse Énergies et matières premières à l'IRSEM.

Quelques jours après la sixième vague d'attaques russes contre les infrastructures électriques ukrainiennes, Angélique Palle fait le point sur ce mode d'action russe et la résilience ukrainienne.



Épisode 180 – 22 novembre.

« [L'Asie centrale, toujours sous influence russe ?](#) », avec le colonel Stéphane SAMARAN et Alexandre JUBELIN, 1 h 11.

Le colonel [Stéphane Samaran](#) est le directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » de l'IRSEM.

- 3:30 La conquête et l'intégration par l'URSS.
- 15:00 Le problème de dissymétrie des ressources.
- 20:30 La gestion de l'Asie centrale au temps de l'URSS puis de sa dislocation.
- 36:30 Les manifestations au Kazakhstan et l'intervention russe.
- 45:30 L'Asie centrale face aux guerres russes depuis 2008.
- 1:03:30 Vers une émancipation de l'influence russe ?



Épisode 181 – 29 novembre.

« [Quelle est la stratégie de la France ?](#) », avec Élie TENENBAUM, Tara VARMA, Isabelle DUFOUR et Alexandre JUBELIN, 1 h 45.

Élie Tenenbaum est directeur du centre des études de sécurité de l'IFRI ; Tara Varma est directrice du bureau Paris de l'ECFR et Isabelle Dufour, directrice des études d'Eurocrise.

- 5:00 L'exercice de la revue stratégique, son périmètre et ses objectifs.
- 28:30 Les menaces et les défis à relever.
- 44:00 Passage en revue des objectifs stratégiques.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

ÉVÉNEMENTS

8 novembre : Colloque international « The Biden Administration and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe? », IRSEM/Sorbonne Nouvelle/GMF (German Marshall Fund of the United States)/Diplomatie Magazine.



Le 8 novembre, à l'occasion des élections de mi-mandat aux États-Unis, un colloque international s'est tenu en anglais à l'École militaire avec pour thème « The Biden Administration and Strategic Rivalries: What consequences for Europe? ». Organisé par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique-Russie », cette journée de dialogues transatlantiques réunissant des experts français, américains, britanniques et canadiens, avait pour objectif d'examiner l'évolution de la posture américaine face aux crises internationales et ses conséquences sur les relations avec leurs alliés européens dans un contexte exacerbé de compétitions de puissances avec la Chine et la Russie.

La première table ronde, présidée par Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre), a proposé une discussion avec Maya Kandel (Sorbonne), Gary Schmitt (AEI) et Pierre Bourgois (UCA) sur l'impact des enjeux de politique intérieure sur la politique extérieure américaine depuis l'élection de Joe Biden. Le panel s'est interrogé de manière opportune sur les enjeux des élections de mi-mandat et les priorités de l'agenda stratégique américain. Un premier bilan des choix de politique étrangère de l'Administration Biden a fait apparaître à date un consensus dans la classe politique américaine, notamment depuis l'éclatement du conflit en Ukraine qui a éclipsé le retrait difficile des troupes américaines d'Afghanistan. Des recompositions partisans et intra-partisans au Congrès, divisé entre interventionnistes et néo-isolationnistes, seront à surveiller à l'horizon 2024.

Le second panel, présidé par Emmanuel Dreyfus et Martin Quencez (GMF Paris), traitait des conséquences de la guerre en Ukraine sur les relations entre la Russie et les États-Unis, les perceptions de l'OTAN et de l'UE face aux menaces russes. Martin Quencez (GMF Paris) s'est montré optimiste à propos de la coopération en matière de sécurité entre l'UE et les États-Unis ; il a également salué la meilleure répartition des tâches entre l'UE et l'OTAN depuis le début du conflit. Michael Kimmage (American Catholic University) a nuancé ce point de vue en présentant les trois défis qui, selon lui, pèsent sur les relations transatlantiques : les élections de mi-mandat, le probable retour de Donald Trump et l'ambiguïté de l'UE. Enfin, Mathieu Boulègue (expert indépendant) a offert un contrepoint averti et des recommandations bienvenues pour le futur des relations entre les États-Unis, l'UE et la Russie.

Durant le troisième panel consacré à la compétition stratégique États-Unis – Chine et le théâtre indopacifique et présidé par Antoine Bondaz (FRS), Zack Cooper (American Enterprise Institute) a analysé la rivalité existant entre les deux pays dans l'Indo-Pacifique en insistant sur leur capacité à imposer ou non des normes dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de la technologie et de la gouvernance mondiale, que ce soit à travers les organisations multilatérales ou des coalitions *ad hoc*. Pour ces deux experts, la priorité stratégique de l'ère Biden consiste avant tout à dépasser la Chine en la prenant de vitesse dans la course aux nouvelles technologies. Tandis qu'Antoine Bondaz a insisté sur le point de vue chinois et a observé le manque de cohérence entre les ambitions de l'Union européenne en Indopacifique et ses actions, Pierre Haroche (Queen Mary University) a avancé la difficulté de faire comprendre aux décideurs la nécessité de déconnecter les zones de responsabilité des alliés (entre le Pacifique Sud et l'Océanie par exemple) et les secteurs, ce qui a permis un débat sur le rôle que pourrait jouer l'OTAN et l'UE en Indopacifique. Les panélistes ont conclu que les Européens pourraient jouer un rôle complémentaire et devenir des partenaires de choix dans la zone indopacifique dans les années à venir.

Enfin, le dernier panel, présidé par Jean-Baptiste Velut (Sorbonne Nouvelle), était consacré aux enjeux de la politique commerciale des États-Unis dans le contexte de compétition stratégique vis-à-vis de la Chine. Tandis que Stéphane Paquin (ENAP) a mis en exergue les différentes implications du nationalisme économique exercé par les deux pays dans le domaine du commerce et l'impact sur les chaînes de valeurs mondiales, Sandra Polaski (Boston University) s'est concentrée sur les impulsions de cette

nouvelle politique, focalisée sur les travailleurs, le nationalisme économique et la compétition stratégique avec la Chine. Enfin, Mona Paulsen (London School of Economics) a analysé l'approche américaine visant à utiliser la clause de « sécurité nationale » dans le cadre de l'OMC pour appliquer des mesures restrictives dans les échanges commerciaux ; son propos a invité à revenir aux fondements et principes de l'OMC reposant sur la transparence et la sécurité pour les échanges commerciaux.

Marie FAUTRAD
Assistante de recherche

8 novembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 8 novembre 2022 s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par la directrice scientifique de l'institut, le professeur [Julia Grignon](#). Dans une première partie, Charlotte Escorne, doctorante à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8, y a présenté sa thèse « Analyse géopolitique du réseau 5G en Afrique de l'Ouest francophone : étude de cas du Sénégal et de la Côte d'Ivoire ».

La recherche s'articule autour de la question suivante : « Dans quelle mesure l'arrivée de la 5G en Afrique de l'Ouest et la position importante occupée par les acteurs chinois dans le numérique constituent un risque pour la conduite des intérêts français sur ce territoire ? » La doctorante a commencé par exposer les intérêts de développement que pourrait représenter la 5G pour ce territoire marqué par de nombreux problèmes d'infrastructures et d'inégalités d'accès au réseau internet. Elle a ensuite explicité le choix du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pour son étude de cas, en raison de liens avec la France encore étroits, et de plans de développement numérique similaires, en dépit d'une situation économique et d'une stabilité politique différentes. De plus, le cyberspace en Afrique de l'Ouest fait l'objet de tensions géopolitiques

entre grandes puissances, dues à une forte concurrence économique avec la montée de l'influence chinoise dans la région. Enfin, la doctorante a interrogé la pertinence de l'analyse géopolitique telle qu'elle est pensée par Yves Lacoste dans le cadre de ses travaux, à travers l'analyse des représentations, des intérêts et des stratégies adoptées par les acteurs parties prenantes de ce conflit territorialisé.

La présentation a fait l'objet d'une discussion avec [Maxime Ricard](#), chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM, et [Camille Brugier](#), chercheuse Chine. Ils ont interrogé l'incompatibilité relative des intérêts stratégiques français et de la stratégie chinoise, et discuté de questions d'ordre méthodologique et de formalisation.

Dans une seconde partie, le colonel [Stéphan Samaran](#), directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines », a exposé ce que signifie être un militaire et, avec d'autres chercheurs de l'Institut, discuté de la manière d'interagir lors d'un terrain pour la recherche en milieu militaire.

Romane REYNAUD
Assistante de recherche

9 novembre : Visite de Rory MEDCALF, directeur du National Security College à l'Université nationale australienne.



Le 9 novembre, [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice par intérim de l'IRSEM, a reçu Rory Medcalf, directeur du National Security College à l'Université nationale australienne.

Ancien diplomate et analyste pour les services de renseignement australiens, Rory Medcalf a joué un rôle de premier plan dans le développement des relations de l'Australie avec l'Inde. Il a été reconnu comme un leader d'opinion au niveau international pour son travail sur le concept indo-pacifique de l'environnement stratégique

asiatique, tel qu'il est exposé dans son livre *Contest for the Indo-Pacific* publié en 2020 (publié internationalement sous le titre *Indo-Pacific Empire*).

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des missions de l'IRSEM d'échanger avec la communauté scientifique ainsi qu'avec ses homologues étrangers afin d'enrichir et de nourrir le débat public sur les questions de défense et de sécurité.

9 novembre : Wargame Red Dragon Rising, DGRIS/IRSEM.

Dans le cadre du mandat DGRIS-IRSEM visant à développer le volet POLMIL du wargaming, les représentants des deux organismes se sont affrontés mercredi 9 novembre sur le jeu de plateau « Red Dragon Rising ». Cette première séance avait pour objectif la familiarisation avec les techniques de jeu. Elle sera suivie par une deuxième séance en décembre sur un autre jeu, avec l'intention de réfléchir sur un futur scénario autour de Taïwan.

10 novembre : Journée d'étude « Les sports de la défense : de la cohésion des armées au rayonnement international », IRSEM/CNSD.



Le 10 novembre, sous la coordination du domaine « Défense et société », l'IRSEM a accueilli une journée d'étude sur les « Sports de la Défense ». À l'aune des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, cette journée a permis d'établir un panorama des enjeux soulevés par le sport dans le monde militaire. Les échanges s'inscrivent dans la continuité du programme des sports de la défense amorcé par [Camille Boutron](#) et la CNE [Camille Trotoux](#) en décembre 2021. Une dynamique de recherche pluridisciplinaire qui souhaite créer une synergie entre praticiens et chercheurs.

Un premier temps a été consacré au « Sport au service de la préparation physique et opérationnelle du militaire ». La CDT Marie Marchal (CNSD), Marguerite Déon (doctorante RIS/EHESS) et la CNE Océane Paul (escadron de

protection Saint-Dizier, EFM Boxe), avec la modération de la CNE Camille Trotoux (IRSEM), ont échangé sur la place du sport dans la formation et le quotidien des militaires. En abordant le corps, dans sa transformation, et sa mise au service du militaire, les panélistes ont dressé un état des lieux de la préparation physique, pédagogique, opérationnelle et psychologique des moniteurs d'entraînement physique militaire et sportif (EPMS) au Centre national des sports de la défense (CNSD). De surcroît, les intervenantes ont commenté les dispositifs de discrimination positive dans les sports de la défense.

La journée d'étude s'est poursuivie avec un panel sur « Le sport pour se reconstruire », dans le cadre de la prise en charge des militaires blessés. Les panélistes, le CNE Erwan Lebrun (CNSD, chef DBMS), l'ADJ Stéphane Costrowa (CNSD, référent pour formation cadres spécialisés EPMS) et Arnaud Daviré (Université Gustave Eiffel), avec la modération de Axel Augé (CREC Saint-Cyr), ont apporté des éléments de réponse sur la notion de blessé physique et psychique. Pour accompagner ces derniers, l'armée met à leur disposition des dispositifs spécifiques via les cellules d'aide ou le département blessés militaires et sport (DBMS). Dès lors, le sport permet aux militaires de prendre conscience qu'ils sont « handi-capables ».

Le troisième temps de cette journée a été consacré au « Sport pour tous et au renforcement du lien armée-nation ». En sa qualité de modérateur et de sociologue, Jean-Paul Callède (MSHA) a formulé des propos liminaires sur l'impact territorial de la Fédération des clubs de la défense (FCD) et du programme « Sport pour tous ». Un propos complété par les panélistes, Sylvain Moura (Observatoire économique de la Défense) et la GBR Anne-Cécile Ortemann (présidente FCD). Les infrastructures proposées par la FCD permettent, entre autres, le désengorgement des équipements civils et participent à l'activité économique des bassins de vie. Les 430 clubs de la Défense constituent ainsi l'épicentre des rencontres civilo-militaires.

Le panel suivant, modéré par [Florian Opillard](#) (IRSEM), a abordé le « Rayonnement et le soutien au sport de haut niveau français » du ministère des Armées, avec les éclairages de membres de l'Armée des champions, le MDL Christophe Patte et la CAL Marie Oteiza (pentathlon moderne), accompagnés de la sociologue Lucie Forté (CRESCO, Toulouse III) et du commandant du bataillon (BJ) de Joinville, le CDT Sentagne. Véritable « fabrique de champions », le BJ est un environnement social et territorial qui favorise le développement d'un projet de performance. En contrepartie de cet accompagnement, les athlètes remplissent une mission de représentativité. « User de son corps sans jamais l'user », telle est la devise

du champion et du combattant, dont la construction requiert discipline, dépassement de soi et cohésion.

La dernière table ronde, modérée par Camille Boutron (IRSEM), s'est intéressée aux sports équestres militaires. Les intervenants, le LCL Duprez (CNSD – École militaire d'équitation), Patrice Régnier (UCO – BS), l'ADC Schuurman (section équestre d'Angers), et le LCL Payment (chef des sports équestres militaires), ont dressé un état des lieux sur « Les sports équestres militaires : une spécificité française ? ». Ceux-ci participent de l'aguerrissement, de la reconstruction des combattants, mais aussi de leur renommée olympique et de leur intégration civile. Leur rayonnement est le fruit du travail et de l'expertise des hommes et des femmes en kaki, présents à différents niveaux de l'armée française.

Les échanges se sont conclus par les mots du GBR Arnaud Dupuy de la Grandrive, commissaire en chef des sports de la défense. Composante majeure des forces morales et physiques d'une armée, le sport est essentiel à l'évolution du « vivant combattant », à la façon de l'envisager, de le préparer et de l'entretenir.

Anouk AMPE
Assistante de recherche

14 novembre : Séminaire « Conflits et économie de défense », avec Matteo NERI-LAINÉ.

Le 14 novembre a eu lieu le séminaire hybride « Conflits et économie de défense », organisé par Thomas Calvo, chercheur Économie de défense (IRSEM). L'invité, Matteo Neri-Lainé, doctorant à l'Université Paris-Dauphine, a présenté un travail sur le rôle des alliances militaires sur le commerce international (*Sovereign Gravity: The Military Alliances' Effect on Trade*), qui a été discuté par Mathieu Crozet, professeur d'économie à l'Université Paris-Saclay.

14 novembre : Rencontre avec Hisham AL-OMEISY, conseiller pour le Yémen auprès de l'European Institute of Peace.



Le 14 novembre, dans le cadre de son séjour comme Personnalité d'avenir du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Hisham Al-Omeisy est venu rencontrer plusieurs chercheurs de l'IRSEM pour échanger sur son parcours à la fois en tant qu'opposant politique au Yémen et comme analyste politique investi pour améliorer la gouvernance du Yémen. Après avoir exposé en détail les origines du conflit au Yémen, les enjeux politiques et sociaux qui le déterminent, ainsi que le rôle des puissances extérieures dans la guerre, M. Al-Omeisy a présenté certains de ses travaux comme expert. En tant que membre de l'European Institute of Peace, M. Al-Omeisy a contribué à la réalisation d'un rapport visant à identifier les besoins de la population yéménite, et les moyens politiques les plus appropriés pour répondre à ces besoins dans un contexte de guerre fortement destructrice. Cette étude, conduite auprès de plus de 16 000 personnes dans 36 districts du pays, a pu proposer des solutions de sortie de crise en permettant à la population de satisfaire aux besoins qu'elle juge les plus importants et d'organiser une gouvernance du pays qui prenne en compte les aspirations du peuple pour restaurer la confiance que les habitants peuvent porter à leur appareil politique et ainsi rendre les mesures entreprises plus efficaces.

16 novembre : Visite d'une délégation du Centre for Contemporary China Studies (CCCS) du ministère des Affaires étrangères indien.



Le 16 novembre 2022, l'IRSEM a reçu une délégation du Centre for Contemporary China Studies (CCCS), un think-tank affilié au ministère des Affaires étrangères indien.

Des chercheurs de l'IRSEM ont participé à cette rencontre, à laquelle se sont également associés des collègues de la DGRIS. Ils ont échangé avec leurs interlocuteurs indiens sur une série de questions relatives aux études chinoises contemporaines et à certains sujets d'actualité, de l'impact de la guerre en Ukraine sur la relation à la Chine, aux aspects technologiques de l'évolution militaire chinoise, en passant par l'évolution de la posture française et européenne au regard de la Chine. La relation bilatérale sino-indienne a également été abordée.

L'Inde est l'un des partenaires stratégiques de la France. À ce titre, l'IRSEM a développé ses échanges avec le milieu stratégique et de défense indien. L'IRSEM a ainsi conclu, en 2022, un partenariat avec le Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA).

18 novembre : « NATO Colloquium: Perceptions of the Strategic Landscape and Technological Implications », IRSEM/Nato Defense College.



Dans le cadre du partenariat de l'IRSEM avec le Collège de Défense de l'OTAN, le colloque annuel conjoint organisé, le 18 novembre, à l'École militaire, a eu pour thème les « perceptions du paysage stratégique et leurs implications technologiques ».

Des intervenants aux profils diversifiés (milieu académique de la zone euro-atlantique, think tanks, représentants de l'OTAN et experts nationaux) ont présenté leur analyse.

Les orateurs de la première table ronde ont dépeint un paysage stratégique caractérisé par une grande fragilité. Benedetta Berti, responsable du bureau d'analyse de politique générale auprès du secrétaire général de l'OTAN, a expliqué que les violations des règles du système de sécurité internationale, le recours par la Russie aux moyens militaires et non militaires, et le comportement de la République populaire de Chine, compétiteur systémique, conduisent l'OTAN à renforcer la dissuasion et la défense dans sa dimension multi-domaine, à adapter sa gestion de crises et ses partenariats. Gésine Weber (GMF) a souligné les caractéristiques et les intérêts des pays européens : rôle actif de l'Allemagne en matière de défense territoriale ; promotion de la haute intensité, de l'autonomie stratégique européenne et du rôle de puissance d'équilibre pour la France ; intérêt britannique à rejoindre le programme européen de mobilité militaire. Le professeur Hall Gardner (American University of Paris) a prôné un approfondissement des relations entre les États-Unis et l'Europe, notamment pour renforcer l'ordre international fondé sur le respect des règles. Il s'est fait l'avocat de la création d'un Conseil transatlantique et d'une plus grande autonomie de l'Union européenne.

Camille Grand, secrétaire général délégué de l'OTAN pour les investissements de défense pendant 6 ans, a rappelé l'importance de tirer enseignement des caractéristiques du conflit en Ukraine (extrême violence du conflit, pertes sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale, rôle des sociétés privées comme Microsoft) pour identifier et définir les besoins de transformation du dispositif de force de l'OTAN, investir dans la préparation aux opérations multi-domaines et dans l'intelligence artificielle et conserver une avance technologique.

L'analyse relative aux enjeux technologiques a mis en valeur des aspects de la complémentarité technologique OTAN/UE, le traitement de l'innovation, l'identification d'incitatifs pour favoriser les interactions entre les acteurs de la R&D, les fournisseurs d'infrastructures et de services informatiques et les utilisateurs en créant une boucle d'information vertueuse sans édifier de nouvelles structures (Antonio Calcara, Univ. d'Anvers). Andrea Gilli (Nato Defense College) a défendu l'idée selon laquelle l'innovation ne relève pas de technologies nouvelles mais d'alliances industrielles, même si les questions de propriété intellectuelle et industrielle, voire de souveraineté des États, et d'absence, en Europe, de culture de prise de risques, rendent malaisé le partage de la connaissance. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, Lucie Liversain (École polytechnique) a mis l'accent sur la nécessité de développer des coopérations avec des acteurs non traditionnels et/ou non institutionnels, d'introduire plus de rapidité et de flexibilité dans l'adoption de nouvelles technologies et d'avoir une démarche mieux centrée autour des utilisateurs. Elle recommande de récompenser la prise de risques.

La troisième table ronde sur les options possibles d'évolution a montré que les conséquences globales du changement climatique conduisent à aller au-delà de la grille de lecture stratégique, car il générera des crises aiguës sur la totalité du spectre d'activités humaines. Le professeur Charbonneau (Univ. Montréal) défend l'idée d'une prise en compte rapide de la transition énergétique. Marek Madej (Univ. de Varsovie) a relativisé les risques représentés, à court terme, par les armes hypersoniques et la militarisation de l'espace extra atmosphérique. Pour le commandant Morbach (German cyber and info domain service), la guerre hybride a existé de tout temps mais son évolution technique nécessite des adaptations technologiques et une volonté individuelle de la lutter contre la « bulle de filtre ».

Vous retrouverez [ces exposés et les questions/réponses](#) très riches en informations sur YouTube.

30 novembre : Séminaire « Sahel ».

Tous les six mois, l'IRSEM organise un séminaire fermé sur le Sahel, règle Chatham House. Il réunit une quinzaine de chercheurs et acteurs de terrain spécialistes du Sahel, civils et militaires du MINARM, du MEAE et de plusieurs institutions, pour analyser le contexte sahélien et la stratégie française au Sahel. L'objectif est de prendre le pouls du terrain et des analyses en cours ainsi que de confronter les points de vue, pour en tirer des enseignements. Dix ans après le début de la crise au Mali et à la suite de plusieurs coups d'État au Mali et au Burkina Faso depuis 2020, les économies de la violence au Sahel se sont ainsi considérablement aggravées depuis plusieurs années. Il y a dans une grande partie de la population une présomption d'efficacité des militaires à répondre aux crises multiples des sociétés sahéliennes, mais la situation sécuritaire au Mali et au Burkina Faso continue de se détériorer, dans un contexte de compétition stratégique. Ce séminaire a permis de réaliser le bilan des six derniers mois et de formuler des pistes de stratégie.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Quelle influence pour la Russie dans l'espace informationnel ? Le cas du réseau transnational RT », séminaire EURUS, Centre Roland Mousnier (CNRS), Sorbonne Université, 7 novembre 2022.
- Intervention : « L'influence informationnelle de la Russie par ses contenus : le cas de l'Afrique subsaharienne francophone », à la session « Médias et influences étatiques » du colloque CMCL 2022 « Appréhender les espaces publics à la lumière des discours et pratiques médiatiques : le cas de l'Afrique », 29 novembre 2022.
- Podcast : avec Wassim Nasr, « [Mali : coups et surcoups d'État sur un air de Wagner](#) », Le Collimateur, 15 novembre 2022.
- Entretien : « [La Russie cherche à attiser l'hostilité contre la France en Afrique](#) », *La Croix*, 10 novembre 2022.
- Interview : « [Russia Today : un média au service de l'État russe](#) », Fréquence Protestante, 17 novembre 2022.



Élie BARANETS

- Organisation de la rencontre avec Hisham Al-Omeisy dans le cadre de son séjour comme Personnalité d'avenir du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 14 novembre 2022.



Camille BOUTRON

- Organisation avec Camille Troutoux de la Journée d'étude « Les sports de la défense : de la cohésion des armées au rayonnement international », et modération d'une table ronde portant sur les sports équestres militaires, IRSEM/CNSD, École militaire, 10 novembre 2022.
- Participation à une table ronde organisée dans le cadre du 2^e Congrès de la Chasse sur le thème de « l'esprit chasse au travers des générations », Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget, 18 novembre 2022.



Camille BRUGIER

- Publication : avec Omowumi Alao, « [How Does the Party Present its \(Rather Bad\) Economic Results and What it Intends to Do About it](#) », Strategic Brief 48, IRSEM, 3 novembre 2022. [Traduction de la Brève stratégique 48, parue le 21 octobre 2022.]
- Intervention sur le thème « La Chine : entre opportunité et menace », à l'Université populaire d'Arcueil, Espace municipal d'Arcueil, 7 novembre 2022.
- Discussion des travaux de Charlotte Escorne sur le déploiement de la technologie 5G sur le continent africain, Séminaire Jeunes Chercheurs organisé par la directrice scientifique de l'IRSEM Julia Grignon, 8 novembre 2022.
- Discussion du nouveau livre de Tim Rühlig, *China's Foreign Policy Contradictions: Lessons from China's R2P, Hong Kong, and WTO Policy*, avec Juliette Genevaz, INALCO, 30 novembre 2022.



Thomas CALVO

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense », avec Matteo Neri-Lainé, IRSEM, École militaire, 14 novembre 2022.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Publication : « [La revue de posture nucléaire américaine 2022](#) », Brève stratégique 51, IRSEM, 29 novembre 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Publication : « [Saudi Arabia's and the UAE's OPEC+ oil policy emphasizes diverging interests with Western powers](#) », Strategic Brief 47, IRSEM, 2 novembre 2022. [Traduction de la Brève stratégique 47, parue le 20 octobre 2022.]

- Participation au panel « Competitive multipolarity and the Russian invasion of Ukraine amid a regional 'strategic pause': a push forward unity or fragmentation? », séminaire fermé (Chatham House rule), « Middle East Security Dialogue led by Women », European Council on Foreign Relations, Istanbul, 2 et 3 novembre 2022.
- Participation aux échanges avec Hisham Al-Omeisy (PA du MEAE), conseiller Yémen à l'European Institute of Peace (Bruxelles), sur la guerre au Yémen et les perspectives de sortie du conflit, 14 novembre 2022.
- Participation à la réunion de la délégation indienne du CCCS (Centre for Contemporary China Studies), 16 novembre 2022.
- Réunion CAPS autour du directeur de l'Institut internationales d'études iraniennes (Rasanah), sur l'impact des événements en Iran et de l'impasse sur le nucléaire en Arabie saoudite, 23 novembre 2022.
- Participation au documentaire « [Le monde en face – Qatar : Au pays des mille et une ruses](#) » diffusé une première fois sur France 5, le 13 novembre 2022, et en multidiffusion sur les chaînes publiques.
- Interview sur la politique gazière du Qatar, TSF Jazz, diffusée plusieurs fois le 14 novembre 2022.
- Interview sur le soft power qatari, RFI, 20 novembre 2022.



Clément DESHAYES

- Cité par Célian Macé dans « Au Soudan, un accord au bout du tunnel ? », *Libération*, 26 novembre 2022.



Julia GRIGNON

- Conférencière invitée : « Le droit international humanitaire face à la situation en Ukraine », Journée d'étude « [Guerre en Ukraine, négation et rebond des valeurs européennes ?](#) », Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Université Laval, 2 novembre 2022.
- Entretien : « Comment se définissent les crimes de guerre », propos recueillis par Nathanaël Charbonnier, diffusés au journal de 18h, France Inter, 7 novembre 2022.

- Experte invitée : Workshop « Compliance with International Humanitarian Law in the development and use of Autonomous Weapon System », SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), 10-11 novembre 2022.
- Conférencière invitée : « La qualification juridique du conflit depuis 2014 et les enjeux liés relatifs à la conduite des hostilités », Les rendez-vous du droit, Guerre en Ukraine : Premier retex juridique, Direction des Affaires juridiques du ministère des Armées, 17 novembre 2022.



Béatrice HAINAUT

- Participation au séminaire « France-Allemagne-Europe : comment réinventer la politique spatiale ? » organisé par la Fondation Robert Schuman et la Joint European Disruptive Initiative (JEDI), 10 novembre 2022.



Édouard JOLLY

- Invité de l'émission LCI Midi, présentée par Christophe Moulin et Anne Seften, LCI, 7 novembre, [8 novembre](#) et [23 novembre 2022](#).
- Participation à l'atelier wargaming DGRIS/IRSEM *Red Dragon Rising*, animé par Antoine Bourguilleau, IRSEM, 9 novembre 2022.
- Interviewé par Julie Pietri du service étranger de Radio France pour les journaux de 8h sur France culture et 13h sur France Inter, 10 novembre 2022.
- Invité de la matinale d'Aurélien Accart, « [L'Ukraine a repris Kherson mais la ville reste coupée du monde](#) », France info radio, 14 novembre 2022.
- Participation à l'enquête de la cellule vidéo du journal *Le Monde* réalisée par Liselotte Mas et Elsa Longueville, « [Comment les stocks d'armes et de munitions de la Russie ont été sévèrement entamés par des attaques ciblées ukrainiennes](#) », *Le Monde*, 17 novembre 2022.
- Invité de l'émission le Club de l'info, présenté par Marie-Aline Meliyi, LCI, 19 novembre 2022.
- Entretien avec Sophie Dougnac, « [La guerre en Ukraine ne va pas s'arrêter demain](#) », *L'Est Républicain*, 22 novembre 2022.

- Entretien avec des chercheuses du Totalförsvarets forskningsinstitut (FOI, Swedish Defence Research Agency) sur les missions des armées françaises et leur avenir, Ambassade de Suède, 22 novembre 2022.

- Conférence : « [Philosophie de la guerre : le conflit en Ukraine à l'épreuve de la raison](#) », Pavillon des Sciences, Montbéliard, 29 novembre 2022.



Sümbül KAYA

- Participation au séminaire « Approches plurielles de l'action publique », École nationale des travaux publics et IEP de Lyon, 14 novembre 2022.

- Publication : « [La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique](#) », Étude 100, IRSEM, 28 novembre 2022.



Céline MARANGÉ

- Présentation : « Scenarios for the outcome of the war in Ukraine and security and defense issues in Europe: A French perspective » au Forum européen de Vienne organisé par l'Institut autrichien pour la politique européenne et de sécurité sur le thème « Europe's global role following Russia's war against Ukraine », ainsi qu'au panel d'experts réunis par sa directrice Velina Tchakarova, 4 novembre 2022.

- Conférence : « Les stratégies militaires russes : de la guerre froide aux engagements actuels », CPCO, 10 novembre 2022.

- Participation au quatrième forum international pour une Ukraine européenne qui rassemblait des organisations de la société civile ukrainienne à Berlin, les 15 et 16 novembre 2022. Présentation : « Russia's strategy in Europe, in particular its attempts to pressure European societies through economic ties and energy dependency » à la table ronde intitulée « Russia's disruptive influence on European societies: Wartime challenges and tactics of response » et animée par Nikolai Klimenioug avec notamment Susan Spahn et Anton Shekhovtsov, Berlin, 16 novembre 2022.

- Séminaire de réflexion sur la guerre en Ukraine rassemblant les officiers et les chercheurs travaillant sur le sujet à l'École militaire, 23 novembre 2022.

- Intervention sur la guerre en Ukraine, Think tank Terra Nova, Paris, 25 novembre 2022.



Anne MUXEL

- Séminaire de la DSNJ sur les Cordées de la réussite. Présentation des résultats de l'Observatoire de la génération Z, Balard, 16 novembre 2022.

- Communication aux Entretiens d'Auxerre sur le thème « Vie privée, vie publique : quelles frontières ? Retour sur la crise sanitaire », Auxerre, 18 novembre 2022.

- Publication : « Vie privée et vie publique, quelles frontières » et « L'intime à l'épreuve du Covid-19 », *Sciences humaines*, n° 353, décembre 2022.



Florian OPILLARD

- Présentation du programme de recherche « Adaptation et sécurité climatique » au comité « Environnement » de l'École de guerre, avec Angélique Palle et Adrien Estève, 8 novembre 2022.

- Participation au séminaire Jeunes chercheurs, IRSEM, École militaire, 8 novembre 2022.

- Début du partenariat avec l'Université de Brown, embauche de Priyanka Mahat, *graduate student* au Watson Institute pour le Climate and Security International Network (CASIN), 8 novembre 2022.

- Ouverture de l'appel à communications de l'AEGES, panel « Théories et méthodes pour une géographie critique du fait militaire », 15 novembre 2022.

- Ouverture de l'appel à communications du Festival international de géographie : [Festival International de Géographie – Appel à communications \(saint-die-des-vosges.fr\)](#), 16 novembre 2022.

- Participation au colloque international « Ethnologies militaires » avec Angélique Palle et Camille Trotoux, Rennes, 17-18 novembre 2022.



Angélique PALLE

- Intervention : avec Florian Opillard, « Échanger de l'espace contre du temps. Habitus disciplinaire géographique et dispositions biographiques comme tactiques d'entrée en terrain militaire », colloque « Ethnographies plurielles #12 – Ethnologies militaires »,

Société d'ethnologie française et Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, Rennes, 17-18 novembre 2022.

- Podcast : « [Tensions électriques en Ukraine](#) », *Le Collimateur*, 18 novembre 2022.

- Conférence : « La vulnérabilité des infrastructures énergétiques européennes, Sous-Commission Sécurité et Défense, Parlement européen, 14 novembre 2022, en ligne.

- Conférence : avec Adrien Estève et Florian Opillard, présentation des travaux de l'axe sécurité climatique de l'IRSEM, Comité Environnement, École de guerre, Paris, 8 novembre 2022.



Maud QUSSARD

- Organisation et présidence Colloque International, « The US and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe? », École militaire, 8 novembre 2022.

- Membre de jury (rapporteur) : soutenance de thèse, Hadrouy Jihed, « U.S. Public Diplomacy in the Middle East & North Africa » (La diplomatie publique des États-Unis dans la zone Afrique du Nord & Moyen-Orient (ANMO)), directeur François Vergniolle, Université Paris Cité, 29 novembre 2022.

- Comité de suivi de thèse : Joseph Baudreau, « Désinformation et Fact Checking », directrice Divina Frau-Meigh, Université Sorbonne-Nouvelle, Paris, 24 novembre 2022.



Maxime RICARD

- Terrain de recherche en Côte d'Ivoire, 25 octobre - 15 novembre 2022.

- Intervention sur « Quelle place a occupée la femme dans les crises qu'a connues la Côte d'Ivoire ? », à la télévision en ligne de la Radio Télévision ivoirienne (RTI), 4 novembre 2022.

- Discutant au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM sur la 5G au Sénégal et en Côte d'Ivoire, en ligne, 8 novembre 2022.

- Publication : « [Mali kura, Mali fanga – La trajectoire politique du Mali sous domination militaire](#) », Note de recherche 132, IRSEM, 23 novembre 2022.

- Organisation du séminaire Sahel (fermé), IRSEM, École militaire, 30 novembre 2022.



COL Stéphan SAMARAN

- Podcast : « [L'Asie centrale, toujours sous influence russe ?](#) », *Le Collimateur*, #180, 22 novembre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « Défense, recherche universitaire et prospective politique », Institut d'études politiques de Lyon, 16 novembre 2022.



Camille TROTOUX

- Organisation de la journée d'étude « [Les sports de la Défense](#) », IRSEM, Paris, 10 novembre 2022.

- Modération de la table ronde « Le sport dans la préparation physique et opérationnelle du militaire », journée d'étude « [Les sports de la Défense](#) », IRSEM, Paris, 10 novembre 2022.

- Conférence : « Faire de la recherche en uniforme : un équilibre précaire », colloque international « [Ethnologies militaires](#) », Centre de recherche des écoles Saint-Cyr Coëtquidan et Société d'ethnologie française, Rennes, 17 et 18 novembre 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Publication : « [South Korea and the Indopacific: A strategic coming of age?](#) », Strategic Brief 50, IRSEM, 18 novembre 2022.



Victor VIOLIER

- Publication : « [Intimidation des élites et contrôle de la population en Russie](#) », Brève stratégique 49 / « [Intimidation of](#)

[the elites and population control in Russia](#) », Strategic Brief 49, IRSEM, 14 novembre 2022.

- Participation à l'accueil de la délégation du Centre for Contemporary China Studies (CCCS) (Inde), chargé de la discussion et des questions relatives aux relations sino-russes, 16 novembre 2022.

- Organisation et animation de la réunion de lancement du groupe de travail transversal « Autoritarismes », 22 novembre 2022.

- Participation au séminaire de réflexion sur la guerre en Ukraine rassemblant les officiers et les chercheurs travaillant sur le sujet à l'École militaire, 23 novembre 2022.

- Participation au séminaire de formation à l'Open Source Intelligence (OSINT) organisée à l'École militaire en collaboration avec la société française OWLINT, 28 novembre 2022.



Océane ZUBELDIA

- Intervention et organisation avec Benoît Rademacher en association avec l'École de guerre : séminaire de 2 jours de l'Initiative 5+5 Défense consacrée à la thématique de l'intelligence artificielle, École militaire, 2-3

novembre 2022.

- Intervention : « La Technologie, un instrument de puissance dans les relations internationales : quelle place pour l'Union européenne ? », conférence internationale « Regards croisés sur la gouvernance des technologies émergentes » organisée dans le cadre du groupe de recherche du Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) du Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada, 7 novembre 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jordan BECKER

- Recension : [Orders of Exclusion: Great Powers and the Strategic Sources of Foundational Rules in International Relations](#) de Kyle M. Lascurettes (New York, Oxford University Press, 2020, 336 p.), *International Affairs*, 98 (6), 2 novembre 2022, p. 2149-2150.



Dusan BOZALKA

- Co-organisation du colloque international « The Biden Administration and Strategic Rivalries: What Consequences for Europe », IRSEM, École militaire, 8 novembre 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention : « L'influence de la guerre en Ukraine sur la politique de défense de l'Union européenne » dans le cadre de la journée d'étude de la Chaire Jean Monnet consacrée à la guerre en Ukraine, Université Laval, Canada, 2 novembre 2022.

- Organisation avec Simon Hogue de la conférence « Regards croisés sur la gouvernance des technologies émergentes » dans le cadre des activités du groupe de recherche sur la Gouvernance des technologies émergentes du Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) au Collège militaire royal de Saint-Jean (en format hybride), Canada, 7 novembre 2022.

- Intervention : « Les enjeux civils et militaires de l'intégration des drones dans l'espace aérien européen » dans le cadre de la conférence « Regards croisés sur la gouvernance des technologies émergentes », Collège militaire royal de Saint-Jean, Canada, 7 novembre 2022.

- Modération : « Table ronde – Drones et nouvelles technologies militaires : quels enseignements tirer de la guerre russo-ukrainienne ? », Réseau d'analyse stratégique (RAS), 11 novembre 2022.

- Intervention au séminaire « Regional Dynamics: Europe », Collège des forces armées canadiennes, Toronto, Canada, 14 novembre 2022.

- Intervention, « The European strategy for drones » dans le cadre de la conférence « Drones in Civilian Airspaces: Security, Regulation and Imagination », Peace Research Institute Oslo (PRIO), Oslo, Norvège, 24 novembre 2022.

- Modération : « Panel : Technological futures » dans le cadre de la conférence « Drones in Civilian Airspaces: Security, Regulation and Imagination », Peace Research Institute Oslo (PRIO), Oslo, Norvège, 25 novembre 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Participation au wargame *Red Dragon Rising*, DGRIS/IRSEM, 9 novembre 2022.

- Participation aux échanges avec la délégation indienne du CCCS, 16 novembre 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [Le dispositif militaire russe en Syrie : déclin progressif ou verrou stratégique ?](#) », *Diploweb – la revue géopolitique*, 30 octobre 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

COP27

COP27, Charm el-Cheikh (Égypte), 6-18 novembre 2022.

Quelles conclusions ont-elles été adoptées à la COP27 ? La 27^e édition des Conférences des Nations unies sur les changements climatiques s’est déroulée du 6 au 18 novembre dernier, à Charm el-Cheikh (Égypte). Cette négociation climatique a été organisée dans un contexte stratégique complexe pour l’action climatique, d’abord en raison de la guerre actuelle menée par la Russie en Ukraine, et deuxièmement à cause des nombreuses tensions entre les deux plus grandes économies mondiales et également émetteurs que sont les États-Unis et la Chine. L’un des principaux enjeux de cette COP était la question de la compensation financière pour les pertes et dommages liés aux effets irréversibles du changement climatique, qui ne peuvent être évités ni par l’atténuation, ni par l’adaptation. En effet, un point important de [frustration](#) et de colère parmi les pays en développement lors de la COP26 était l’incapacité à tenir les promesses de financement régulier du climat. Si les discussions autour du sujet des pertes et dommages ont pris du retard pendant la première semaine des négociations en raison de blocages de la part, entre autres, des États-Unis et de l’Union européenne, cette COP restera un moment [historique](#) puisque la création d’un fonds dédié aux pertes et dommages a finalement été décidée. Ainsi, pour la première fois en 30 ans de négociations sur le climat, les pays développés financeront le redressement et la reconstruction des pays les plus pauvres frappés par des catastrophes liées au climat.

Si la création d’un fonds spécifique pour assister les pays en développement est considérée comme une victoire par de nombreux commentateurs, il n’en est pas de même pour la question de la sécurité énergétique. Pour certains, la hausse actuelle des prix des combustibles fossiles, précipitée par l’invasion de l’Ukraine par la Russie, aurait dû entraîner des conclusions sur la nécessité d’accélérer la transition énergétique pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles. Ainsi, la proposition portée par l’Inde d’abandonner progressivement tous les combustibles fossiles ne figure pas dans l’accord final, en raison du refus manifesté par les [pays producteurs de pétrole](#) d’inclure dans le texte toute référence au pétrole et au gaz, notamment l’Arabie saoudite. Considérant les multiples conséquences de la guerre en Ukraine, beaucoup trouvent que le document final ne reflète pas l’urgence de la situation

découlant des impacts environnementaux et climatiques de ce conflit, et de l'utilisation de l'énergie comme une [arme](#) par la Russie contre les pays européens.

Charlotte DESMASURES
École de la recherche, Sciences Po Paris

ÉTATS-UNIS

Dr Michael J. GREEN, « [A Republican midterm win will boost US China Strategy](#) », *Foreign Policy*, 31 octobre 2022.

La stratégie américaine à l'égard de la Chine pourrait-elle jouer un rôle fédérateur entre les deux camps après la victoire des Républicains à la Chambre des représentants ? C'est cette question que Michael J. Green, directeur général de l'institut australien United States Studies Centre, rattaché à l'université de Sydney et spécialisé dans l'analyse de la politique étrangère américaine, explore dans le magazine américain *Foreign Policy*, bimestriel d'orientation libérale. Les élections de mi-mandat de 1994 auraient créé un précédent intéressant selon l'auteur. La présidence Clinton, alors bloquée dans sa politique intérieure, avait donc concentré ses efforts sur la sécurité nationale et sur ses relations avec le Japon. C'est ainsi que la relation États-Unis – Japon, mise à mal pendant quelques années à cause de dissensions portant sur le statut chinois, avait trouvé un nouveau souffle. Celui-ci fut illustré par une première déclaration conjointe en 1996 qui était venue renforcer l'alliance États-Unis – Japon pour faire face aux contingences régionales.

Alors que les élections de mi-mandat ont consacré une victoire républicaine à la Chambre des représentants, la stratégie américaine à l'égard de la Chine devrait à nouveau faire consensus. Le *Chips and Science Act*, adopté en août dernier et conçu pour stimuler la compétitivité, l'innovation et renforcer la sécurité nationale des États-Unis par un investissement massif dans les semi-conducteurs, la recherche et le développement ainsi que la création de pôles régionaux de haute technologie, illustre le soutien sans faille des deux camps démocrate et républicain apporté à la compétition avec la Chine.

S'il est vrai que les Républicains sont devenus plus sceptiques sur les accords commerciaux, la compétition avec l'hégémon chinois pourrait créer un momentum et briser les obstacles bureaucratiques qui ralentissent certaines initiatives comme celle d'AUKUS, selon Michael Green. Reste à savoir si la présidence Biden saura naviguer entre les flots tumultueux d'une chambre majoritairement républicaine et tirer son épingle du jeu.

Global Memo by SWP, CSIS, CIGI, CARI, and SIIS, Laura VON DANIELS, Yose Rizal DAMURI, Thomas A. BERNES, Carola RAMÓN, Ye YU, [How the War in Ukraine and Big Power tensions Could Derail the Bali G20 Summit](#), Council on Foreign Relations, 3 novembre 2022.

Quels étaient les enjeux du sommet du G20 qui s'est déroulé les 15 et 16 novembre à Bali ? C'est à cette tâche que cinq experts s'étaient attelés dans un article publié à la veille du sommet, par le Council on Foreign Relations, think tank américain non partisan spécialiste de la politique étrangère des États-Unis et de la gouvernance mondiale.

Si les trois axes prioritaires du G20 prévus par l'Indonésie étaient l'architecture mondiale de la santé, la transformation numérique et la transition énergétique durable, la guerre en Ukraine et ses conséquences au niveau énergétique et alimentaire ont largement dominé le sommet.

Pour Laura von Daniels, chef de la division « Americas Research » au German Institute for International and Security Affairs (Allemagne) la question de l'utilisation d'armes en Ukraine constituait un enjeu primordial. Tandis que les risques de crises, qu'elles soient d'ordre économique, géopolitique, sécuritaire ou alimentaire, se profilent, que la compétition stratégique entre les États-Unis et la Chine se fait plus féroce, et que les intérêts et aspirations divergentes en particulier entre pays développés et pays en développement croissent, maintenir le dialogue sur les questions stratégiques et faire émerger un consensus lors du sommet demeurerait crucial selon les chercheurs. Alors que le sommet de Bali était le premier d'une série de présidences des pays du Sud, il pouvait être également l'occasion de mettre l'accent sur les problèmes auxquels les pays en voie de développement font face, selon Yose Rizal Damuri, directeur du CSIS (Indonésie). Ce sommet devait aussi être l'occasion d'améliorer la coordination en termes de politique monétaire et de prendre des mesures pour aider les groupes les plus vulnérables dans les pays en voie de développement. Pour avancer, la Chine ne devait donc pas être laissée pour compte, selon Mme Yu.

Les présidents Biden et Xi Jinping se sont rencontrés en marge du sommet, en vue d'apaiser les tensions. Un communiqué a pu finalement être adopté, où la plupart des membres du G20 ont condamné fermement la guerre en Ukraine. Autre avancée notable, les dirigeants se sont accordés sur le fait que « l'usage ou la menace d'utiliser des armes nucléaires était inadmissible ». Les dirigeants se sont également engagés à encadrer la hausse des taux d'intérêt pour freiner l'extrême volatilité du marché des devises et ont apporté leur soutien aux efforts destinés à maintenir

le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement dans un contexte difficile. Enfin, à la suite du sommet, l'accord sur les exportations de céréales a été reconduit. Le sommet aura donc réussi à éviter une fracture entre pays membres du G20 et maintenir le bateau à flot.

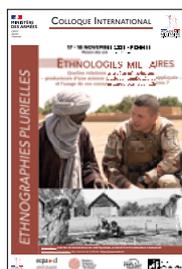
David SACKS, « [What the Biden-Xi Meeting Means for U.S. China Relations](#) », Council on Foreign Relations, 15 novembre 2022.

La rencontre entre le président Xi Jinping et le président Joe Biden en marge du sommet du G20 a-t-elle permis de réelles avancées dans les relations États-Unis – Chine face à une escalade des tensions ? C'est à cette question que répond David Sacks, Research Fellow au Council on Foreign Relations, think tank américain non partisan spécialisé dans la politique étrangère américaine et les relations internationales, dans un article publié le 15 novembre 2022, au lendemain de leur rencontre. L'entretien, qui a duré un peu plus de trois heures, a permis d'aborder les différents points de discorde entre les deux pays en passant de Taïwan à la guerre en Ukraine et à la Corée du Nord. Au sujet de Taïwan, le président Joe Biden a réaffirmé la position américaine et s'est opposé aux « actions coercitives et de plus en plus agressives à l'égard de Taïwan ». Pour David Sacks, la pression chinoise sur Taïwan continuera à augmenter dans les prochains mois, indépendamment de l'évolution des relations entre les États-Unis et la Chine. Sur la question ukrainienne, les lignes chinoises n'ont pas bougé, bien que les États-Unis aient déclaré que les deux chefs « avaient réaffirmé leur accord sur le fait qu'une guerre ne doit jamais être livrée et ne peut jamais être gagnée et souligné leur opposition à l'emploi ou à la menace d'armes nucléaires en Ukraine ». Alors que le président Joe Biden a déclaré à Xi Jinping que la Corée du Nord ne devait pas procéder à des essais nucléaires à longue portée, il semble parfaitement clair pour David Sacks que Pékin ne transmettra pas le message.

Si cette rencontre n'a pas donné une nouvelle impulsion aux relations entre les États-Unis et la Chine, elle aura néanmoins conduit à une entente commune sur la nécessité d'établir des garde-fous autour de la compétition stratégique que mènent les deux pays, selon l'auteur. Cherchant à rassurer les alliés et partenaires, les deux chefs d'État se sont accordés sur la nécessité de poursuivre un dialogue de haut niveau, avec la visite prochaine du Secrétaire d'État américain Antony Blinken.

Marie FAUTRAD
Assistante de recherche

ETHNOLOGIE MILITAIRE



Colloque « Ethnologies militaires », Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC) et la Société d'ethnologie française, Rennes, 17 et 18 novembre 2022.

Les 17 et 18 novembre s'est tenu, à Rennes, le colloque international « [Ethnologies militaires](#) », co-

organisé par le Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC) et la Société d'ethnologie française. À cette occasion, un chercheur et deux chercheuses de l'IRSEM ont présenté leurs travaux.

Le premier jour, les débats ont d'abord porté sur les liens entre l'ethnologie et les forces armées selon des perspectives historiques. Ont ensuite été abordés les « espaces et les terrains atypiques » comme les forces spéciales ou la blessure physique et psychique, entre autres. Le lendemain, les discussions se sont resserrées sur les postures, autrement dit sur les méthodologies et les approches mises en place par les différents chercheurs et chercheuses pour entrer ou enquêter sur leurs terrains respectifs. À cette occasion, la capitaine [Camille Trotoux](#) (IRSEM) est revenue sur les enjeux et les contraintes qui s'exercent sur la chercheuse à la fois militaire et sociologue. À travers trois exemples de terrains d'enquête, elle a analysé les rapports de domination qui peuvent s'exprimer dans les relations entre l'enquêteur et les enquêtés, ou dans la production de savoirs entre chercheurs et acteurs institutionnels. [Angélique Palle](#) (IRSEM) et [Florian Opillard](#) (IRSEM) quant à eux, sont revenus sur leurs expériences communes, mais temporairement différenciées, d'auditrice et d'auditeur civil à l'École de guerre-Terre. Ils ont analysé les rapports spécifiques que le géographe peut entretenir avec les militaires, mais également les effets de genre qui se produisent ou se sont produits lors de leurs intégrations respectives à une promotion d'officiers-stagiaires de l'enseignement militaire supérieur. Tous les trois sont revenus en détail, au cours de leurs présentations, sur les différentes stratégies qu'ils ont pu mettre en place pour entrer en terrain et gérer les méfiances de leurs interlocuteurs.

De manière générale, la qualité des débats et des interventions tout au long de ces deux jours est à souligner et de bon augure pour l'avenir de la sociologie militaire selon des approches qualitatives interdisciplinaires.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Joseph SOETERS, *La sociologie et les études militaires*, Presses universitaires de Rennes, 2022, 274 p.

L'ouvrage est la traduction française d'un texte publié en 2018 par Joseph Soeters, professeur honoraire de sociologie organisationnelle à l'université de Tilburg et à l'Académie néerlandaise de défense de Breda. L'objectif du livre, affirmé dès les premières pages d'introduction, est d'« explorer le lien entre les analyses des pères et des mères fondateurs sur le fait militaire et les défis actuels auxquels les forces armées en tant qu'institutions et organisations sont confrontées ». La dynamique de l'auteur est double. D'une part, elle est multi-niveaux, ce dernier s'intéressant aux organisations et aux institutions (méso), aux actions individuelles des agents (micro), et aux politiques nationales et internationales (macro). D'autre part, elle s'inscrit dans une logique de désenclavement de la sociologie militaire grâce à la mise en lumière des connaissances (auteurs et autrices, théories et outils) de la sociologie des organisations classique et contemporaine au sein du champ militaire. Les uns après les autres, les 16 chapitres reviennent sur des *capita selecta* sociologiques pertinents pour l'étude des organisations militaires. Ainsi Max Weber côtoie Jane Addams et Cynthia Enloe, sans oublier Bruno Latour entre autres. Malgré un cloisonnement par auteurs et autrices, les sections du livre se parlent et se complètent au travers de thèmes communs et récurrents comme la division et la hiérarchisation du travail et des identités militaires, les relations civilo-militaires, les minorités visibles, les relations internationales. Enfin, Joseph Soeters plaide pour le développement d'une analyse sociologique des actions militaires en tant que « faits sociaux » au sens durkheimien. Selon lui, « prendre au sérieux les auteurs fondateurs impliquerait que les sociologues ramènent l'action militaire dans l'arène des sciences sociales ». Cette approche permettrait de sortir des thématiques majoritairement étudiées aujourd'hui dans le champ de la sociologie militaire internationale comme les relations politico-militaires, le recrutement et les problématiques de ressources humaines, les questions liées à l'expérience du stress et au bien-être des militaires et de leurs familles. Par conséquent, cela participerait à replacer la conduite et la dynamique des opérations au centre des réflexions sociologiques en prenant en compte, certes les militaires, mais également

les populations locales et l'environnement des théâtres d'opération.

L'ouvrage s'adresse aux étudiantes et aux étudiants en sciences sociales qui s'intéressent aux études de sécurité, aux *war* ou aux *peace studies*, mais également aux praticiens et praticiennes militaires qui peuvent y trouver matière à innover dans leurs organisations selon une rationalité substantive, c'est-à-dire faisant référence à une capacité de jugement indépendant. Il constitue également une ressource bibliographique précieuse grâce à ses nombreuses références, majoritairement anglo-saxonnes, dans le champ d'intérêt.

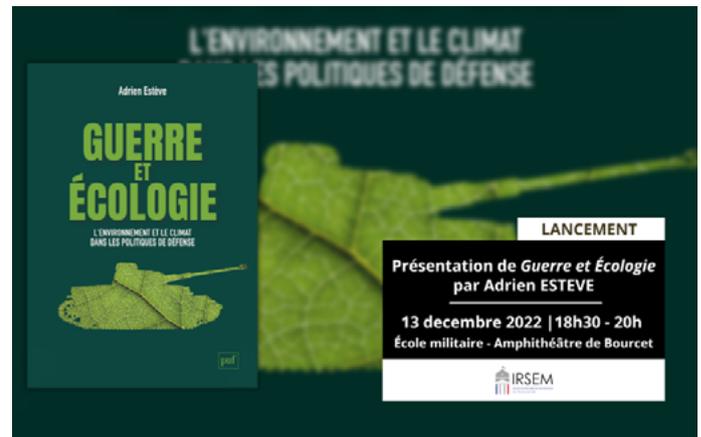
Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

À VENIR

6 décembre : Conférence « [Pas encore la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF François-Mitterrand, en partenariat avec l'IRSEM, Petit auditorium, 18 h 30 – 20 h. [Réservation conseillée.](#)

C'est l'autre terrain sur lequel se joue aujourd'hui la guerre entre la Russie et l'Ukraine : le cyberspace est devenu un nouveau champ de bataille. Des cyberattaques visant des infrastructures stratégiques et logistiques accompagnent désormais les manœuvres militaires conventionnelles. Mais c'est aussi une véritable lutte informationnelle qui se déploie dans le cyberspace, faite de propagande, de désinformation, de diffusion de discours alternatifs relayés sur les réseaux sociaux et parfois repris par des médias plus traditionnels. Si des États tels que la Chine et la Russie se sont très tôt dotés de doctrines visant à militariser le champ informationnel et ont cherché à intervenir par la manipulation de l'information dans la politique intérieure de pays rivaux, les démocraties occidentales ont tardé à prendre la mesure de l'ampleur de cette guerre d'un nouveau genre, qui avance masquée et ne dit pas son nom. Comment les démocraties occidentales ont-elles intégré cette nouvelle dimension de la guerre ? Quels moyens se donnent-elles pour la mener ? À quels enjeux éthiques, politiques, stratégiques sont-elles confrontées ?

13 décembre : [Présentation de l'ouvrage Guerre et écologie](#) par Adrien Estève, École militaire, Amphithéâtre de Bourcet, 18h30-20h. [Inscription obligatoire.](#)



Le 13 décembre, Adrien Estève présentera son ouvrage *Guerre et écologie : L'environnement et le climat dans les politiques de défense*, paru aux PUF en septembre.

Alors que la question écologique gagne en importance dans le débat public, et que le dérèglement climatique est amené à impacter durablement les équilibres mondiaux, cet ouvrage s'intéresse à la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques dans un secteur jusque-là peu étudié dans la littérature sur le sujet : le secteur de la défense. Pourtant, depuis plusieurs années, les responsables civils et militaires des organisations de défense multiplient les déclarations favorables à une meilleure prise en compte de ces questions par les forces armées, et à une meilleure compréhension des aspects sécuritaires des bouleversements écologiques globaux et de la transition énergétique.

Ces prises de position peuvent surprendre compte tenu des dénonciations répétées de l'empreinte écologique des activités militaires et des conséquences environnementales des conflits armés, portées entre autres par les mouvements écologistes. Cet ouvrage montre comment les questions environnementales et climatiques ont été problématisées au sein du secteur de la défense, à partir des cas de la France et des États-Unis.

Adrien Estève est postdoctorant CNRS au Centre de recherches internationales (CERI), résident à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Docteur en science politique de l'IEP de Paris, il a été *visiting scholar* au département de relations internationales de l'université de Columbia.